

Qui sommes-nous pour être découragées ? Conversation militante avec Lorraine Guay, de Pascale Dufour et Lorraine Guay, Montréal, Québec, Écosociété, 2019, 253 p.

Geneviève de Breyne-Gagnon

Volume 41, numéro 1, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1085188ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1085188ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

de Breyne-Gagnon, G. (2022). Compte rendu de [*Qui sommes-nous pour être découragées ? Conversation militante avec Lorraine Guay, de Pascale Dufour et Lorraine Guay, Montréal, Québec, Écosociété, 2019, 253 p.*] *Politique et Sociétés*, 41(1), 198–201. <https://doi.org/10.7202/1085188ar>

pour la vérité et la justice dans plusieurs pays d'Amérique latine. Contrairement à la partie précédente, les articles composant cette section se focalisent davantage sur les mobilisations des groupes marginalisés. Les enjeux, aussi bien théoriques qu'empiriques, relatifs à la violence sous ses multiples formes et à la mémoire collective, individuelle, valorisée ou remise en question, traversent les différents textes. En présentant les combats de l'Organisation féminine populaire en Colombie contre les exactions des groupes paramilitaires, Laura Marcela Serrano Vecino montre par exemple comment la lutte contre la violence et « les injonctions au silence » est passée par l'appropriation d'espaces de résistance – publics et privés – et par la mise en action d'un symbole : les robes noires (chap. 7). Le texte de Leila Celis présente quant à lui la pertinence épistémologique des perspectives des survivant-es à travers une analyse des déplacements forcés en Colombie (chap. 8). Celis souhaite renverser l'idée selon laquelle les souvenirs traumatiques ne sont que pathologiques et soutient que leur valorisation permet de contrer l'histoire officielle et les narrations dirigées par les dominant-es. Ces contributions illustrent précisément le fait que la mémoire est une arme pour les subalternes dans leur quête de « sens » et dans leurs luttes contre la violence étatique. Par ailleurs, les articles de David Longtin, Marc-André Anzueto et Bernard Duhaime signalent que les arènes dans lesquelles cette mémoire est disputée sont souvent les mêmes où celle-ci est discréditée (chap. 9, 10 et 11). Cela vient remettre en question la portée et la signification de la justice et de la vérité dans des régimes où le legs autoritaire et colonial perdure au sein des institutions étatiques.

Ainsi, en présentant des perspectives théoriques et des contextes sociopolitiques différents, les nombreux articles de l'ouvrage parviennent tout de même à maintenir une ligne directrice, même si la majeure partie du livre est axée sur le contexte canadien et ses ramifications internationales. Ce volume met en évidence que pour les communautés marginalisées et les groupes subalternes, le

parcours vers la vérité est une route sinueuse sur laquelle toute avancée peut être remise en cause. En alternant entre préoccupation épistémologique, perspective historique et approche critique, les auteur-es réussissent à présenter la complexité et la variété des programmes et des luttes pour la justice sur le continent. Cet ouvrage constitue un apport précieux à la littérature sur la réconciliation et offre plusieurs pistes de réflexion pour comprendre de manière plus précise la complexité des dynamiques entourant la justice transitionnelle.

Marwan Attalah
*Département de sciences des religions,
 Université du Québec à Montréal*
 attalah.marwan@gmail.com

Qui sommes-nous pour être découragées? Conversation militante avec Lorraine Guay, de Pascale Dufour et Lorraine Guay, Montréal, Québec, Écosociété, 2019, 253 p.

Comment le militantisme à long terme se bâtit-il? Quels sont les carburants de l'engagement politique et social? C'est à ces questions que Pascale Dufour et Lorraine Guay réfléchissent, racontant le récit de Lorraine Guay, militante aguerrie qui depuis plus de soixante ans s'implique dans de nombreuses luttes : que ce soit auprès de la Clinique autonome de Pointe-Saint-Charles à Montréal, pour les ressources alternatives en santé mentale, dans les mouvements féministes au Québec, ou encore pour la solidarité internationale avec les Palestinien-nes.

Lorraine est décrite comme une militante à la fois de l'ombre et « omniprésente ». Il s'agit, d'une part, de reconnaître dans cet ouvrage le travail immense de cette femme qui gagne à être connue et reconnue et, d'autre part, de démystifier un engagement militant qui marque les esprits par sa longévité, son intensité et la diversité de ses espaces d'implication. Au fil des pages s'alterne le récit de vie de Lorraine Guay et les notes de contextualisation de Pascale Dufour, permettant de lier ce récit singulier à des contextes historiques militants plus

larges. À cela, Dufour ajoute des réflexions qui mettent en relief l'éthique, les façons de faire et d'être de Guay.

Difficile de traduire en quelques lignes l'engagement multidimensionnel de cette militante, « infirmière de formation, et intellectuelle autodidacte » (voir quatrième de couverture). Le prologue de Rolande Fortin donne le ton, en commençant par le récit d'une adolescente rassembleuse et curieuse, que les religieuses décideront de mettre hors de l'école pour plusieurs motifs, dont ses mises en doute du cadre religieux strict dans lequel elle évolue ainsi que ses lectures sur le socialisme et le communisme.

La première partie du livre fait ressortir les valeurs et les principes qui ont façonné la posture militante de Guay, sans toutefois isoler des contextes, des rencontres et des conjonctures qui ont créé sa trajectoire singulière. Celle-ci est née le 25 janvier 1943 dans le quartier Verdun, à Montréal. Issue d'un milieu modeste, d'une famille croyante et aimante, elle est l'aînée d'une famille de quatre. La rupture qu'elle opère avec l'église catholique des années 1960 constitue son premier acte de remise en question d'un système de pensée, ce qui la mènera par la suite à être réceptive aux remises en question et à la critique des cadres dominants.

Le chapitre 1 esquisse une posture militante conçue comme un travail permanent, appelant à cultiver le doute et à prendre des positions qui se reconfigurent en fonction d'apprentissages constants issus de points de vue multiples. La posture de Guay engage les acteur·rices et les structures. Pour elle, « changer la vie » nécessite « une combinaison dynamique entre structures et acteurs, entre institutions et irruptions citoyennes » (p. 47). Le chapitre 2, « Dans quelles luttes s'engager ? », a pour fil conducteur la prise en compte d'enjeux sociaux selon des perspectives situées, et donc guidées en grande partie par les expériences personnelles et les rencontres. Pour Guay, les choix sociaux et politiques se trouvent entre autres dans les savoirs expérientiels, ce que Dufour appelle le « faire avec » du milieu communautaire autonome. On peut penser aux implica-

tions de Guay à la Clinique autonome de Pointe-Saint-Charles et au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RAMSQ), qui sont réfléchies à travers ses expériences de vie dans des quartiers modestes et la prise en compte d'expériences de plusieurs personnes dans sa famille ayant des enjeux de santé mentale.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, « Militer sur plusieurs terrains », les autrices abordent le vaste parcours d'engagement de Guay – de ses débuts militants dans la Jeunesse étudiante catholique (JEC) (chap. 3) à ses engagements en santé (chap. 4), puis dans les mouvements sociaux (chap. 5), à l'international (chap. 6), et dans (et contre) un contexte néolibéral (chap. 7).

Ses expériences de militantisme à la JEC (chap. 3) l'amèneront à côtoyer des militant·es d'Europe et d'Amérique latine, suscitant des réflexions sur les causes structurelles des inégalités liées au capitalisme, un décentrement de ses perspectives nord-américaines et une prise de conscience de certains privilèges. Le chapitre 4 survole ses quinze ans auprès de la clinique populaire de Pointe-Saint-Charles (1972-1987), et son travail à titre de coordonnatrice du RAMSQ dès 1990. Guay nous replonge dans les façons de faire et de penser les soins axés sur l'autogestion du quartier à la Clinique de Pointe-Saint-Charles et la participation des usager·ères qui contrastent particulièrement avec les structures actuelles verticales de soins et services sociaux. Dufour et Guay font ressortir les luttes importantes pour le statut des cliniques autonomes dans les années 1970, contre l'hospitalo-centrisme et la privatisation, de même que les débats autour de la création des centres locaux de services communautaires (CLSC) où les acteur·rices des milieux cliniques autonomes ont cherché, sans succès, à introduire des principes d'autogestion. L'autonomie dans l'engagement et la volonté de briser les silos transparait dans la diversité des engagements de Guay dans les mouvements sociaux (chap. 5) et dans sa participation soutenue à de nombreuses coalitions comme la Coalition Solidarité populaire Québec (SPQ) en 1987. Cette autonomie

et collectivisation des luttes fait écho aux pratiques des mouvements communautaires autonomes, au contexte de rejet de modèle unique d'intervention publique et d'un fort courant de conscientisation dans les milieux communautaires francophones. Son engagement en termes de solidarité internationale (chap. 6) est tout aussi diversifié et s'organise autant au Québec que dans les lieux et avec les personnes concernées. Ainsi, Guay s'impliquera physiquement au Nicaragua (1979), au Salvador (1983) et en Palestine (2009). À l'époque où les médias sociaux sont inexistantes et où les médias relaient des narratifs alignés avec des gouvernements d'extrême droite, comme ce fut le cas au Salvador, elle sent le désir de se montrer solidaire sur les lieux des événements. Le chapitre 7 souligne l'intensification de son travail militant transversal à partir de 1995. Elle raconte ainsi sa participation à diverses grandes mobilisations féministes, dont la Marche du pain et des roses et la Marche mondiale des femmes, ses luttes contre les politiques néolibérales des gouvernements québécois, son travail à la réforme du mode de scrutin au Québec, et son implication pour l'accueil de personnes réfugiées. La section est aussi ponctuée de ses luttes pour la souveraineté du Québec, cause dans laquelle Guay s'engagera de façon plus soutenue à partir du référendum de 1995 et qu'elle lie aux luttes anti-impérialistes et à une vision sociale progressiste (p. 193). Ce chapitre aborde par ailleurs les remises en question de Guay et la confrontation de ses perspectives face à l'avènement de la *Charte des valeurs*. Se conciliant plus difficilement avec ses expériences et pratiques passées, la controverse autour de la charte vient perturber certaines de ses convictions.

La troisième section du livre montre qu'au-delà de la posture militante de Guay, il y a eu de multiples rencontres et de nombreuses lectures qui ont alimenté son engagement politique. Dufour identifie le milieu familial de Guay comme marquant par la transmission de certaines valeurs catholiques, mais également parce qu'il a constitué un lieu duquel elle a cherché à s'affranchir par les livres notamment – une

source de réflexion politique qui contraste aussi avec son milieu scolaire (chap. 8). Ainsi, le parcours de Guay est animé des écrits sur le Salvador, la Palestine, ceux de Simone de Beauvoir, du *Refus global*, ou encore du récit des patriotes. C'est aussi un ensemble de réseaux de connaissances qui guidera son militantisme, des rencontres de militant-es étranger-ères dans le cadre de la JEC, qui font susciter des réflexions sur l'impérialisme, à la rencontre à la clinique de Pointe-Saint-Charles de l'attachante M^{me} Verreault, qui partage ses façons d'accepter les humains tels qu'ils sont.

En conclusion, les deux autrices enjoignent les mouvements sociaux à travailler à la préservation de la mémoire collective des luttes, et à considérer leurs transversalités. Et c'est effectivement ce que l'on sent à la lecture de *Qui sommes-nous pour être découragées?* : il s'agit d'une pièce témoignant d'une mémoire militante riche de pratiques autonomes et solidaires et de réflexions. L'ouvrage conscientise à toute la pertinence de considérer les approches et le travail passé dans les milieux communautaires. L'exemple des perspectives en santé basées sur l'autogestion locale venant connecter les enjeux individuels de santé et les injustices systémiques est particulièrement frappant en cette année pandémique qui met la précarité du système de santé à l'avant-plan. À ce titre, les pratiques de la Clinique de Pointe-Saint-Charles dans les années 1970, où l'on valorisait et rémunérait les personnes pour leurs savoirs expérientiels, leurs compétences affectives et leurs engagements, font définitivement contraste avec les réalités actuelles. Ainsi, Pascale Dufour et Lorraine Guay proposent un récit qui constitue une généalogie militante judicieuse et inspirante, permettant d'envisager de multiples avenues militantes. La nécessité de réflexions et d'actions politiques soutenues et donc du militantisme à long terme transparait, que ce soit à travers la reconfiguration d'enjeux sociaux et d'injustices selon les contextes ou à travers un apprentissage personnel continu en fonction de perspectives diverses. Ce livre conduit donc à percevoir la transversalité des luttes

comme une avenue essentielle, mais également un défi constant.

Geneviève de Breyne-Gagnon
*Candidate au doctorat en science politique,
 concentration études féministes,
 Département de science politique,
 Université du Québec à Montréal*
 de_breyne-gagnon.genevieve@courrier.uqam.ca

Politique étrangère du Québec: entre mythe et réalité, de Jean-François Payette, Québec, Presses de l'Université Laval, 2020, 320 p.

Depuis l'énoncé de la doctrine [Paul] Gérin-Lajoie en 1965, qui marque en quelque sorte la naissance du Québec à l'international, un grand nombre d'intellectuels ont pensé et étudié les relations que la province entretient avec l'extérieur. Le politologue Jean-François Payette est l'un de ceux-ci. Dans son plus récent livre, issu de sa thèse de doctorat, il cherche à répondre à une question somme toute simple, mais largement occultée au sein du débat intellectuel québécois : le Québec possède-t-il une politique étrangère ? Il y répond par la négative, ce qui s'avère plus complexe qu'il n'y paraît, au vu des enjeux théoriques, politiques et épistémologiques que la question soulève. Payette s'y attaque de manière cohérente à l'aide d'une revue historique exhaustive qui démontre que le Québec, bien qu'exploitant le flou juridique de la constitution canadienne, ne s'est jamais totalement sorti du cadre qu'a tenté de lui imposer le gouvernement canadien.

D'abord, l'auteur réalise un survol de la place des États fédérés en relations internationales. Si les courants paradigmatiques de la discipline demeurent stato-centrés, les études axées sur le fédéralisme ont permis l'émergence du concept de « paradiplomatie », qui s'est largement imposé dans la littérature pour décrire l'activité internationale des entités non souveraines. L'utilisation de ce concept aurait cependant mené à plusieurs travers épistémologiques et méthodologiques. D'une part, il semble mener à une surabondance de travaux adop-

tant une approche empirico-déductive plus proche de la politique comparée que des relations internationales et, d'autre part, il n'a pas débouché sur un modèle d'analyse cohérent des relations internationales des États fédérés.

L'auteur s'affaire ensuite à circonscrire ce qu'est une théorie de la politique étrangère des États fédérés. Compris comme « l'ensemble des principes, orientations, programmes, ententes, institutions et actions qui caractérisent les relations d'un État avec les autres États » (p. 21), le concept de politique étrangère sied parfaitement à l'activité internationale du Québec. C'est d'ailleurs une idée largement répandue, tant chez les chercheurs que les politiques, comme Payette le démontre. Concrètement, trois éléments sont retenus pour pouvoir parler de politique étrangère, soit l'impératif de l'État, le principe d'intérêt national et l'importance de la souveraineté. Si au Québec les deux premiers éléments sont sans aucun doute présents, la question de la souveraineté lui fait défaut. Reprenant la définition d'André Patry (*La Capacité internationale des États: l'exercice du « jus tractatum »*, Presses de l'Université du Québec, 1983), la souveraineté y est définie par une autonomie interne et une souveraineté externe. L'auteur applique ces éléments aux États fédérés à l'aide d'un modèle en quatre catégories. Il différencie, d'une part, les États possédant des compétences constitutionnelles en matière d'activités internationales et ceux n'en possédant pas et, d'autre part, les États nationaux non souverains des États subétatiques, donc non nationaux. Si les premiers peuvent se targuer de posséder une politique étrangère (ou subnationale étrangère), les seconds posséderaient plutôt une politique de relations internationales, soit « la mise en œuvre, par un corps politique, suivant son niveau d'autonomie, des grandes orientations de relations internationales, où convergent, par un cadre structurel et doctrinal, l'ensemble des domaines d'activités dirigées – selon ses moyens et ses attributs – vers l'extérieur » (p. 23). L'attribut « politique étrangère » repose donc ici moins sur l'intensité des activités d'un État que